



## **Union Fédérale CFDT des Cheminots et Activités Complémentaires**

Fédération Générale des Transports et de l'Équipement

17-19 avenue Simon Bolivar - 75019 PARIS  
Tél. : 01 56 41 56 70 - Fax : 01 56 41 56 71  
Mel : [cfdt.cheminots.fgte@wanadoo.fr](mailto:cfdt.cheminots.fgte@wanadoo.fr)  
Site internet : [www.cfdtcheminots.org](http://www.cfdtcheminots.org)

Paris, le 10 avril à 16 H 00.

# **Communiqué de presse**

## **L'ETAT SE DESENGAGE DU FERROVIAIRE**

Il y a quelques semaines à l'occasion de la présentation des travaux du Grenelle de l'environnement, l'Etat affirmait haut et fort sa volonté de voir le transport ferroviaire se développer dans notre pays.

Or depuis cette affirmation les décisions annoncées sont en totale contradiction avec cet objectif et nous sommes légitimes à nous interroger sur la cohérence (ou l'incohérence ?) de l'Etat-actionnaire du système ferroviaire français.

### **Premier acte :**

Dans la lettre de mission au Président de la SNCF, le chef de l'Etat indique qu'il entend que le Groupe SNCF soit un acteur majeur de la politique de mobilité durable de l'Etat... mais que celui-ci ne pourra l'accompagner, demandant à la SNCF de substituer à lui pour le financement des projets d'infrastructure en Ile de France.

### **Deuxième acte :**

A l'occasion de l'arrêté des comptes du Groupe SNCF pour l'exercice 2007 l'Etat exige de l'entreprise le versement d'un dividende de 130 millions d'euros privant ainsi la SNCF de cette somme pour sa capacité de financement.

### **Troisième acte :**

L'Etat ayant annoncé la construction de 2000 kms supplémentaires de LGV à horizon 2020, il doit désormais en assurer le financement et pour cela il annonce, sans état d'âme, qu'il augmentera les péages de l'infrastructure ferroviaire sans se soucier des conséquences que cela aura sur le prix de transport pour les clients.

### **Quatrième acte :**

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, l'Etat décide unilatéralement la suppression de la compensation des tarifs sociaux (congs annuels, familles nombreuses, étudiants, militaires, domicile-travail...) soit 70 millions d'euros déclarant qu'étant l'actionnaire unique de la SNCF, il allait « arranger » cela avec elle.

Comment ne pas envisager que l'ensemble de ces mesures conduira à l'objectif inverse de celui affiché et que cela se traduira par plus de voitures et de camions sur nos routes et autoroutes. Les voyageurs et les chargeurs devront payer plus cher le prix du transport ferroviaire.

Cela correspond t-il aux objectifs du Grenelle de l'Environnement ? A moins tout simplement que l'Etat ne cherche à récupérer d'une main les 15 milliards d'Euros qu'il a lâché de l'autre lors du paquet fiscal de l'été 2007 !

### **CONTACTS PRESSE :**

Arnaud MORVAN  
Edgar STEMER